

## UNE GRÈVE DE TROIS JOURS EST PRÉVUE À PARTIR DU 26 JUILLET

# Les APC menacées de paralysie

**La Fédération nationale des fonctionnaires du secteur des communes (FNFC), affiliée au Snapap, entamera une grève de trois jours, à partir du 26 juillet prochain. La fédération menace de paralyser les communes, à la rentrée prochaine en absence d'une réponse à ses préoccupations. Elle demande la promulgation du statut particulier et du régime indemnitaire des communaux avant la fin du mois en cours.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - La Fédération nationale des travailleurs du secteur des communes monte au créneau. Son Conseil national extraordinaire tenu la semaine dernière a décidé d'une grève nationale de trois jours à partir du 26 juillet prochain. M. Hallassa président du FNFC avertit la tutelle et lui fixe un délai jusqu'à la fin du mois en cours pour promulguer le statut et le régime indemnitaire des fonctionnaires du secteur. En cas de non-satisfaction de ces revendications, la fédération promet une paralysie totale des APC à la prochaine rentrée. Le syndicaliste a rappelé que la tutelle s'est enga-

gée à promulguer le statut et le régime indemnitaire des communaux avec effet rétroactif depuis janvier 2008 avant le 30 juin dernier. Or, dénonce-t-il, rien n'a été fait. Ce débrayage, expliquent ses initiateurs, est un moyen de mettre la pression sur la tutelle afin d'accélérer la promulgation de son statut. D'ailleurs, selon ces derniers, le choix de la date n'est pas anodin. «Les nouveaux bacheliers entameront la préparation de leurs dossiers d'inscription vers la fin du mois» explique le président de la fédération.

Une prise d'otage qui ne sera sans doute pas du goût des nouveaux inscrits.

S. A.



La FNFC met la pression sur la tutelle.

Photo : Samir Sid

## VRAQUIER LE BLIDA

# Le moral des otages est au plus bas



**Le moral des 17 marins du vraquier Blida, otages de pirates somaliens, est au plus bas. Leurs familles s'en remettent au président de la République.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - 1<sup>er</sup> janvier 2011. 10 juillet 2011. Depuis sept mois et dix jours, dix-sept marins du vraquier *MV Blida* sont otages, au large des côtes somaliennes, de pirates somaliens. Ceux-ci avaient début janvier, au large d'Oman, intercepté et détourné le vraquier qui avait été affrété par un opérateur jordanien à l'armateur IBC (International Built Carriers), filiale de la CNAN. Des négociations ont commencé entre l'affréteur jordanien et les pirates somaliens et se poursuivent encore. «Les otages sont sains et saufs. Des négociations se déroulent entre les pirates et l'affréteur jordanien sans rupture de contacts», déclare le directeur général d'IBC, Nacereddine Mansouri, dans l'attente d'une solution. De leur côté, les autorités algériennes, qui refusent le paiement de rançons, ont mis en place une cellule de crise pour suivre la situation. Soucieuses de leur sort, les familles des marins n'ont cessé de multiplier, durant cette longue période, les démarches pour la libération des otages, notamment en tenant des sit-in devant le siège de la présidence de la République, de l'armateur et l'ambassade de Jordanie. Pourtant, le calvaire des otages se poursuit. Ils vivent dans des conditions déplorables, lamentables, selon certains otages qui ont pu joindre par téléphone leurs familles, avec l'accord des pirates. Ces derniers, en fait, permettent à quelques otages de prendre contact avec leurs proches, pour accentuer la pression sur la partie algérienne et la pousser à faire des concessions. Mais le moral des otages «est au plus bas. Ils n'en peuvent plus», dira M. Aït Ramdane, fils d'un des marins, après un contact avec son père. C'est le même désarroi qui affecte les proches qui s'inquiètent du sort des otages, et s'impatientent de les revoir, alors que le mois de Ramadan approche et qu'aucune solution n'est trouvée. Les familles des otages désespèrent, doutant de la capacité ou la volonté de l'affréteur jordanien d'arriver à une conclusion heureuse. Inquiètes, impatientes, les familles des otages, dans un énième cri de détresse, s'en remettent directement au président de la République.

C. B.

## INITIATIVE NABNI

# Les 100 propositions remises aux institutions

**L'initiative Nabni, qui avait entrepris depuis le 13 avril dernier d'élaborer et émettre, par semaine, 10 propositions pour l'émergence d'une Algérie nouvelle, jusqu'à en atteindre une centaine, a finalisé son rapport d'étape qu'elle a rendu public, lors d'une conférence de presse. Elle a également, depuis le 6 juillet dernier, entrepris de le remettre aux institutions de la République et aux partis politiques.**

**Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)** - L'idée est en soi généreuse, incontestablement. Surtout qu'elle s'entend comme une contribution désintéressée. «C'est tout juste un exercice de la société civile. On n'a pas d'intérêts à défendre», s'est défendu Abdelkrim Boudraâ, animateur de l'initiative qui en compte une cinquantaine, venus d'horizons divers.

Plus clairement, Abdelkrim Boudraâ et ses camarades dans cette aventure intellectuelle n'ont nullement l'intention de pratiquer du lobbying dans la perspective d'une mise en pratique des 100 propositions émises.

«C'est aux autres de porter ces idées», ajoute encore Abdelkrim Boudraâ qui entend le lobbying comme démarche propre aux partis politiques et aux groupes d'intérêts.

N'empêche que Nabni assortit sa démarche d'échéances à court et moyen terme. Elle veut faire de 2012 l'année du cinquantenaire de l'indépendance nationale, une échéance de rupture.



Abdelkrim Boudraâ, animateur de l'initiative Nabni.

Photos: DR.

Une rupture qui, dans l'absolu, suppose une mise en application concrète des 100 propositions émises et désormais publiquement partagées.

Ce qui revient à dire que le gouvernement s'en sera fondamentalement inspiré mais aussi et surtout en a fait des actes programmatiques.

Or, il apparaît à travers les projections gouvernementales, notamment relativement aux réformes politiques annoncées, que les politiques publiques ne seront pas forcément en phase avec ce que Nabni propose.

Notamment en matière de gouvernance de l'Etat et des institutions où il n'est pas attendu de changement notable d'ici

2012. En fait, pour intéressantes qu'elles soient, les propositions de Nabni ont besoin, pour être concrétisées, d'être entendues par des oreilles plus attentives, voire autres que celles avec lesquelles le système actuel écoute les initiatives citoyennes.

Ceci, Nabni a le mérite, il faut le souligner, de réfléchir et de proposer des solutions aux problèmes qui, à son sens, ont été autant de pesanteurs qui ont freiné le développement du pays.

Le rôle de veille qu'elle entend assumer à travers le lancement prochain de l'Observatoire Nabni des politiques publiques est, enfin, une audace à saluer.

S. A. I.